

DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL, DE DIAL, DE LA MACRO-ECONOMIE A L'ORSTOM ET AUTRES CURIOSITES

F. ROUBAUD

Economiste, France

Ce texte a pour objet de présenter un point de vue personnel sur les propositions avancés par A. Valette au cours des derniers mois. Dans une perspective plus large, j'aimerais contribuer (suis-je obligé d'écrire modestement ?) à l'élaboration d'une des "Orientations Scientifiques Majeures", intitulé "Ajustement structurel et stratégies alternatives", que cherche à mettre sur pied le département SUD. C'est bien sûr en tant que membre du GIS DIAL que je me sens directement intéressé par ce projet. Mais ces quelques réflexions n'engagent que moi : donc ni DIAL en tant qu'institution, ni même les autres chercheurs orstomiens du GIS.

Les remarques qui suivent sont les réactions d'un **homme sous influences**. Elles sont de trois ordres :

- la fermentation lente des diverses réunions qui ont eu lieu au cours du dernier trimestre 90 (journées de septembre, séance du 3 décembre), et de plusieurs textes parus dans les Chroniques du SUD 3 et 4, visant à doter le département d'une "lisibilité" externe et d'une véritable animation scientifique pluridisciplinaire ;

- une pratique nouvelle et encore balbutiante à la fois de l'Afrique et de la macro-économie du développement, après une première expérience sur le secteur informel au Mexique. C'est aussi l'occasion pour moi de faire un premier point d'étape sur mon parcours à l'ORSTOM ;

- enfin une sensibilité instinctive (mais non encore confrontée à la dure réalité des faits) pour l'éthique affichée de l'institut dans le domaine des sciences sociales, et résumée par A. Valette par les trois qualificatifs : pluridisciplinaire -qualitatif- comparatif.

Pour en finir avec ces remarques liminaires, ce texte n'est pas une proposition de programme de recherche structuré visant à coordonner les actions du groupe de chercheurs impliqués par cette opération, mais il formule une déclaration d'intention répondant à un appel d'offre.

Ce texte n'est pas un article scientifique. J'y apporte des considérations personnelles sur un certain nombre de débats (explicites ou implicites) internes à l'ORSTOM, sur les formes de dialogue qui existent (ou pourraient exister) entre les différentes disciplines au sein du département, ainsi que sur la situation des économistes de la maison dans

le champ de leur propre communauté scientifique. Il relève à la fois du "billet d'humeur" devant certaines difficultés d'intégration, et de la profession de foi sur la volonté de participer au programme A.S. et S.A..

J'espère qu'on ne me tiendra pas rigueur de ce mélange des genres, que seule permet l'extraordinaire liberté d'expression qui existe encore à l'ORSTOM. En particulier je m'excuse par avance du ton parfois polémique, de certaines dérives verbales et de raccourcis abusifs, qui n'ont pas pour objet de froisser les sensibilités, mais au contraire d'oeuvrer dans le sens d'une plus étroite collaboration au sein de l'institution entre des disciplines et des "styles" différents.

A. Une initiative à prendre en charge

A1) L'ajustement structurel : une problématique pertinente.

En premier lieu, il serait paradoxal et sans doute suspect de ne pas se sentir concerné par un projet qui traite directement (jusque dans son libellé) du thème central des recherches entreprises dans le cadre de DIAL (1).

Mais au delà de cette marque d'intérêt légitime, je voudrais apporter mon entière adhésion tant à la proposition originelle d'A. Valette, qu'à sa "récupération institutionnelle" au niveau du SUD (2). Sans aller jusqu'à revendiquer le concept de "fait social total", au parfum trop métaphysique à mon goût, il est clair que les programmes d'ajustement structurel, dans lesquels sont engagés la plupart des pays africains (3) et des PED, affectent dans leurs racines profondes les modèles de développement sur lesquels est assis ce continent à ce jour. Le bouleversement des modes de régulations sociales en vigueur vers des mécanismes de marché et une logique de production (pour reprendre l'expression de C.de Miras) dépasse largement le seul champ de l'économique. Nous y reviendrons par la suite.

1) Rappelons que le sigle DIAL signifie : Développement des Investigations sur l'Ajustement à Long terme. Pour plus de précision sur les objectifs de ce Groupement d'Intérêt Scientifique, voir Bonnefond Ph., "DIAL", Chroniques du SUD n° 3, pp. 119-121. Voir également en annexe les axes de travail de DIAL (pp. 207-210).

2) Quoiqu'on ne sache pas très bien s'il s'agit d'une "commande" des instances du SUD à laquelle a bien voulu se prêter A. Valette, ou si ces mêmes instances ont voulu donner un statut plus ambitieux à une démarche individuelle.

3) Une étude récente constatait qu'en 1989, seuls trois pays d'un échantillon de 28 pays africains n'avaient jamais été "ajustés". Leenhardt B., L'Heriteau M.F., Nana Tanké C., "Une décennie d'ajustement en Afrique. Performances comparées de 28 pays africains - 1980-1989", Notes et Etudes N° 43, CCCE, Paris, juil. 1991, 41 p., annexes.

L'intérêt d'élire un tel thème d'investigation a été suffisamment bien mis en exergue par au moins quatre orstomiens pour qu'on n'y revienne pas ici en détail (4). Je n'insisterai que sur un point qu'il me semble important de relever.

Une des difficultés majeures des sciences sociales à l'heure de produire des discours scientifiques est de ne pouvoir soumettre ces résultats à l'expérimentation. La non reproductibilité d'événements, temporellement datés, nous empêche d'identifier dans l'analyse des faits économiques ou sociaux :

- d'une part, les invariants (ces fameuses lois économiques que certains se font fort de pouvoir déjà formuler) ;
- et d'autre part, les facteurs historiques qui par définition se caractérisent par leur singularité.

Or la concomitance de programmes économiques dans un espace de temps aussi court (à l'échelle des rythmes sociaux) nous donne une chance historique de nous rapprocher des conditions de l'expérimentation scientifique. Sans prétendre tenir avec le thème des PAS un cadre parfait permettant de faire basculer les sciences sociales dans le champ des "sciences dures", la forte cohérence interne des programmes (réfèrent théorique unique tant au niveau macro que micro) ainsi que la convergence des mesures opérationnelles préconisées fixent un des "paramètres" (le mot peut déplaire) conditionnant le cheminement complexe des ensembles nationaux. Il reste alors à mettre en lumière les facteurs économiques, sociaux, culturels, qui vont provoquer la divergence entre d'une part les résultats attendus des PAS et des dynamiques sociales réelles, et d'autre part des fonctions de réaction propres à chaque unité d'analyse (ensemble nationaux, régionaux, ethniques, etc.), alors que l'impulsion originelle est la même pour tous (à quelques variantes près, qu'il conviendra de préciser : par exemple certains pays pourront avoir recours à la dévaluation, instrument qui fait partie de la panoplie ordinaire des ajusteurs, et d'autres non, notamment dans la zone franc). La période des indépendances aura sans doute été la dernière situation analogue à celle que nous vivons aujourd'hui. Dans cette perspective, l'ORSTOM trouve une occasion inespérée de pouvoir valoriser (enfin!) **l'approche comparative**, supposée constituer un des piliers majeurs de son identité scientifique.

4) Il s'agit d'A. Valette, de G. Courade et de C. de Miras dans Chroniques du SUD 3 et 4, et de Y.A. Fauré dans un texte dactylographié intitulé "Des ajustements et des hommes (et femmes)", décembre 1990, 15 p. Voir également plus haut Y.A. Fauré pp. 43-55.

A2) La création d'"orientations scientifiques majeures" : une ambition légitime.

Quant à la volonté du département d'afficher quelques thèmes fédérateurs, elle me semble on ne peut plus légitime; et pas seulement au niveau institutionnel. Pouvoir présenter le SUD non pas comme une collection bigarrée d'individus, sans doute exceptionnels, qui butinent et parfois fécondent en même temps tous les pistils existant dans le champ des sciences sociales, mais comme un collectif de chercheurs qui, **entre autres**, poursuivent un objectif commun, ça peut déjà en soi se justifier. D'autant plus que les thèmes ciblés présentent un intérêt majeur, pas seulement dans l'espace atemporel et clos de la "science éternelle", mais aussi pour répondre à une demande sociale (partenaires, public, etc.) datée et qui attend de nous une réponse rapide.

Mais la définition de quelques grands axes mobilisateurs est aussi une nécessité à l'intérieur même du département, notamment pour les jeunes chercheurs. Rien de plus désolant que d'arriver relativement vierge dans une structure, le département, véritable coquille vide, où chacun tisse sa toile sans se préoccuper de ce que fait le voisin. Résultat : on a l'impression d'avoir été jeté dans un véritable labyrinthe, avec pour seule perspective d'intégration de compliquer encore cette architecture hétéroclite afin de mieux piéger le nouvel arrivant.

La définition de deux ou trois axes centraux de moyen terme, indépendants des partitions institutionnelles déjà existantes (UR, disciplines), a le mérite de la clarté et de la transparence. Ces thèmes m'intéressent-ils ou non ? Quelles dimensions de ma recherche personnelles sont susceptibles d'être explorées dans cette direction ? Qui dans le département développe une approche complémentaire sur ces sujets précis, susceptibles d'enrichir mon travail ? Savoir qu'il existe une politique soutenue des instances de décision du département et de l'institution peut avoir un effet incitatif certain sur des tentatives de rapprochement, pour briser les clivages existants.

Par exemple, il y a près d'un an j'avais contacté quelques collègues travaillant sur des terrains et des continents différents, et qui avaient réalisé des enquêtes, dont un des aspects touchait les trajectoires professionnelles. L'objectif de ce projet était de proposer une analyse comparative de la mobilité intragénérationnelle entre secteur formel et secteur informel dans plusieurs grandes villes du tiers monde. Sans doute en partie à cause de ma propre inertie, pour ne pas avoir relancé l'idée après avoir obtenu un accord de principe, ce projet est resté lettre morte. Peut-être cette initiative aurait-elle débouché, si elle avait pu s'intégrer dans un cadre moins "gratuit".

Bien sûr, il faut laisser à chacun la liberté de choix : celle de s'intégrer ou non à ces thèmes fédérateurs, voire d'en proposer d'autres. Les électrons libres doivent pouvoir continuer à graviter suivant une trajectoire autonome. Je n'ai d'ailleurs pas senti jusqu'à aujourd'hui la volonté d'intégration forcée, ni entrevu d'indice de l'apparition d'un pouvoir politico-scientifique abattant sa main de fer répressive sur une communauté d'innocents créateurs indépendants.

Mais a contrario, le sacro-saint principe de liberté doit être à double sens. Il faut pouvoir donner à chacun la possibilité de choisir entre deux options. Celle du "**chercheur-artisanal**" qui n'a de compte à rendre à personne et qui construit sa recherche du début jusqu'à la fin seul et indépendamment de toute contingence. L'autre voie (celle de **l'homme sans qualités**) consiste à s'appuyer sur une armature préexistante (les "**Orientations Scientifiques Majeures**" en particulier) et de tenter de construire une problématique originale dans ce cadre.

Personnellement, je ne cache pas avoir souffert de cette liberté inhibante où il fallait tout inventer seul. Il est temps de revenir sur ce mode unique de fonctionnement, conçu comme un véritable rite initiatique : on largue un chercheur dans la nature et on voit si deux ans plus tard il est toujours vivant ! Les OSM ne doivent pas servir d'ersatz orstomien à l'OST, remodelant le département en une bruisante termitière où tous les soldats marchent comme un seul homme. Mais l'éthique de la liberté ne doit pas conduire à en rejeter le principe au profit du statu quo.

Vu de l'extérieur le débat me semble suffisamment ouvert et démocratique (voilà près de deux ans qu'on réfléchit, qu'on discute et qu'on amende) sur la définition de ces axes pour qu'on puisse en accepter le principe et qu'on passe à l'action.

B.- Quelques aménagements nécessaires

B1) L'ajustement en question.

Ceci m'amène à préciser ce qu'est l'ajustement structurel, au moins dans la tête des ses concepteurs, et par là à rectifier un certain nombre d'ambiguïtés et de confusions.

Contrairement à ce qu'écrivait A. Valette dans la présentation de son projet (5), l'ajustement structurel n'est pas élaboré dans une perspective de court terme mais bien à un horizon de moyen et long terme.

5) Il écrivait alors "Alors que les politiques d'ajustement passant pour privilégier le "court terme", certaines de leurs mesures auront, paradoxalement, des effets durables sur le long terme, dans le domaine productif (branches d'activité supprimées) comme en matière sociale (formation, santé)." Chroniques du SUD n° 3, p. 127.

D'ailleurs, on comprendrait mal pourquoi on emploierait le mot "structurel", si le point de vue adopté était celui de la courte période (6).

Sans vouloir entrer dans le détail (7), on distingue dans les PAS deux composantes : une première série de mesures portent sur la demande et le court terme, tandis que l'autre cherche à modifier les conditions de l'offre dans une perspective longue (dimension spécifiquement "structurelle"). Présentons les caractéristiques fondamentales des PAS, sans en discuter le bien-fondé.

La composante de demande : les politiques de stabilisation.

L'objectif fondamental de ces politiques vise à rétablir l'équilibre de la balance des paiements (et plus particulièrement de la balance courante) ainsi que des finances publiques. Que ce soit à cause de la dégradation des termes de l'échange, d'un endettement extérieur excessif ou d'une mauvaise gestion des ressources publiques, les pays en développement se trouvent asphyxiés par une charge d'intérêts et d'amortissements en devises que leurs recettes ne permettent pas d'honorer. Pour rétablir la situation, on cherche à comprimer la demande (consommation et investissement, publics et privés), et par là les importations qui sont une fonction croissante du niveau d'activité. Dans ces conditions, une politique de relance aggraverait inéluctablement le poids de la contrainte extérieure (cf. l'expérience française de 1981-1983). Dans la répartition des tâches qui s'opère au niveau des organismes de Bretton-Woods, c'est le FMI qui est statutairement chargé de cette question. D'où sans doute le différentiel de capital de "sympathie" dans les PED entre le FMI et la Banque Mondiale, moins directement liée à ces mesures draconiennes de rigueur.

La composante d'offre : les politiques structurelles proprement dites.

Pour remettre les économies du tiers-monde sur pied et rétablir la croissance à long terme, la résorption des déséquilibres extérieurs et publics est certes une condition nécessaire, mais non suffisante. Il faut aussi éliminer les dysfonctionnements existants, afin d'assurer l'allocation optimale des ressources (pour adopter le jargon des économistes).

6) Il reste cependant une ambiguïté sur la sémantique du terme "ajustement structurel". L'adjectif structurel se réfère-t-il à un train de réformes visant à changer les structures économiques d'un pays dans le sens d'une plus grande efficacité (comme le prétendent ses défenseurs), ou signifie-t-il que les pays seront "structurellement ajustés", c'est à dire qu'ils s'installeront dans un cycle permanent d'ajustement, suivant une succession de politiques d'austérité jusqu'à ce que mort s'ensuive (comme pourraient le revendiquer ses détracteurs).

7) On trouvera dans le document de DIAL, intitulé "Les perspectives macro-économique du Cameroun", un descriptif détaillé des mesures d'ajustement appliquées au Cameroun depuis 1988.

L'objectif central de ces politiques est d'améliorer la productivité donc la compétitivité des économies africaines. Il s'agit donc de restaurer l'efficacité du système productif (des investissements notamment), de réduire la place du secteur public afin de laisser l'initiative aux acteurs privés, de restructurer le secteur bancaire et financier, d'ajuster les coûts de production à la productivité effective, et d'adopter des politiques sectorielles plus favorables aux exportations (de façon à desserrer "définitivement" la contrainte extérieure).

Plus on avance dans le temps (déjà une décennie d'ajustement en Afrique), plus les résultats obtenus par les PAS sont limités et fragiles, et plus ces programmes s'étoffent et s'adjugent de nouveaux domaines d'intervention. Ainsi de nombreux PAS sont assortis depuis quelques années d'un volet Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA), afin de pallier les carences des programmes jusque là mis en oeuvre.

En sus, toutes ces mesures sont souvent assorties d'un volet visant à améliorer le système d'information statistique du pays ainsi que les instruments dont doit disposer l'administration économique pour assurer le suivi des principaux agrégats (budgets économiques, tableaux de bord économiques et financiers, module de gestion de la dette et des finances publiques); soit les fameux PAGE (Projet d'Aide à la Gestion Economique).

Tous les secteurs de l'économie sont touchés. L'analyse détaillée des PAS montre un degré d'immixtion des organismes multilatéraux dans la conduite des politiques ne laissant qu'un espace résiduel aux autorités nationales.

A la différence des modes d'intervention traditionnels du FMI et de la Banque Mondiale plus ciblés et ponctuels (financements du déficit de la balance courante, projets d'investissements sectoriels, restructurations de filières, etc.), les PAS passent au peigne fin tous les domaines imaginables d'intervention de la puissance publique. L'application supposée magique des PAS passe par la mise en oeuvre d'un véritable bloc de réformes intégré, globalisé et standardisé (à prendre où à laisser). Au delà des variations souvent marginales qui peuvent différencier deux PAS, l'ensemble des mesures macro-économiques qui les composent peuvent être résumées par la liste suivante (le "package" pour reprendre le langage anglo-saxon de rigueur) :

Petit glossaire des mesures-standard des PAS :

- le respect sourcilieux des engagements liés à la dette ;
- la suppression progressive des subventions, ainsi que la hausse des tarifs publics ;

- la privatisation d'entreprises publiques et l'abandon par l'Etat d'entreprises en difficulté ;
- la libéralisation du commerce extérieur ;
- la promotion des investissements étrangers ;
- des mesures d'incitation aux exportations ;
- une politique fiscale favorable aux entreprises ;
- la gestion du taux de change (dévaluation quand les conditions politiques le permettent).

Les prêts consentis aux pays par les organismes multilatéraux comme contreparties financières des PAS sont assortis de "conditionnalités" particulièrement contraignantes. En particulier, ces prêts ne sont accordés que si l'ensemble des mesures sont mises en oeuvre, dans un délai fixé à l'avance. En cas de non respect des closes, les financements sont gelés (temporairement ou définitivement).

Cette uniformité des politiques proposées (voire imposées) se justifie aux yeux des ajusteurs par l'uniformité réelle de la situation des pays, au vu des critères usuels du diagnostic macro-économique (capacité de remboursement, taux d'épargne, pression fiscale, déficit public, etc.).

Comme on le voit, il n'est pas raisonnable de considérer l'ajustement structurel dans la seule optique du court terme. La dynamique de croissance des pays sous ajustement doit être révisée de fond en comble. Cette croyance (selon laquelle hors du marché point de salut) est à ce point cruciale, qu'elle préside à toute interprétation des crises africaines.

Ainsi, au Cameroun, la chute de près de 50% du prix des exportations en deux ans a provoqué une dégradation brutale de la situation économique du pays entre 1985 et 1987. Mais la conclusion des économistes de Washington n'est pas que la crise dans laquelle s'enfonce le pays est due à la rigueur des chocs externes sur lesquels le Cameroun n'a aucune prise, mais que la baisse des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (pétrole, café, cacao, coton) et l'appréciation du taux de change n'est que le révélateur de l'inefficacité économique interne; celle-ci ne pouvant être résorbée que par la médecine des PAS. S'il n'est pas question de nier la déficience de beaucoup de secteurs productifs (notamment public), rien ne prouve qu'avec une logique de marché, l'économie camerounaise aurait pu "encaisser" une telle perturbation.

Un autre indice de la volonté de préconiser une nouvelle logique de développement (au niveau macro), fondée sur des comportements micro directement issus de la théorie économique, peut être appréhendée par la généralisation des modèles d'équilibre général calculables.

Sans m'étendre sur l'aspect novateur de cette nouvelle vague (élaboration et utilisation de matrices de comptabilité sociale distinguant plusieurs catégories de ménages, prise en compte des transferts entre ménages et de logiques comportementales différenciées, notamment au niveau de la consommation, intégration spécifique du secteur informel comme secteur productif particulier, etc.), ces modèles se fondent sur une approche micro-économique des acteurs directement issue de la théorie marginaliste.

S'il serait vain de prétendre qu'aujourd'hui les acteurs se comportent comme l'homo economicus de la théorie, cette montée en puissance de l'individualisme méthodologique nous montre le sens vers lequel on cherche à pousser les sociétés africaines avec les PAS.

Un dernier argument pour étayer l'affirmation selon laquelle l'ajustement structurel est bien conçu comme une véritable rupture historique avec le mode de développement antérieur des sociétés du tiers monde, et non une simple facilité de paiement des flux financiers liés à la dette extérieure, peut être trouvé dans ses racines historiques. S'il n'est pas lieu ici de remonter aux sources de l'ajustement structurel, ni d'en tracer la genèse (il faudra certainement se pencher là-dessus plus en détail par la suite), celui-ci n'est pas né comme par enchantement de la crise de la dette du début des années 80.

La crise mexicaine de septembre 1982 a bien été un électrochoc pour la communauté financière internationale et les décideurs politiques. Ils ont pris conscience à cette occasion de la nécessité de réorienter les économies du tiers monde vers des modèles de croissance plus extravertis, afin qu'elles puissent un jour rembourser leurs dettes.

Mais les politiques d'ajustement structurel ont d'abord été préconisées et expérimentées en Occident. Il existe une filiation directe entre les PAS et le concept d'ajustement positif en vogue en Europe dès la fin des années 70 (8). Si en passant d'un terrain à l'autre, du Nord au Sud, le "positif" est devenu "structurel", la philosophie reste la même. Le maître mot de ces politiques est celui de "flexibilité" (9). On y retrouve toutes les motivations et les composantes de ce qui constitue aujourd'hui les PAS : articulation macro/micro, promotion de la concurrence, désengagement de l'Etat, mobilité de la main d'oeuvre, flexibilité des salaires, libéralisation des échanges extérieurs, etc. Le terme lui-même d'ajustement structurel est prononcé à plusieurs reprises. Ce que C. de Miras qualifie comme le passage d'une logique de rente à une logique de marché est déjà revendi-

8) Je remercie A. Schwartz de m'avoir révélé cette piste et communiqué un certain nombre de documents sur l'ajustement positif.

9) Voir par exemple "Politiques d'ajustement positives", Groupe spécial du comité de politique économique sur les politiques d'ajustement positives, OCDE, Paris, avril 1982.

qué par les ajusteurs positifs au début des années 80, dans des termes similaires (10).

Finalement, le changement radical dans le fonctionnement de l'économie que promeuvent les maîtres d'oeuvre de l'ajustement structurel n'est ni un effet induit, ni même un effet implicite que démasquerait la sagacité du chercheur averti, mettant à jour une logique cachée des institutions internationales, et avalisée par les organismes de coopération bilatérale. On est en face d'une volonté clairement affichée d'orienter les PED vers un modèle de société dont l'Occident se targue d'avoir démontré la supériorité universelle. S'il faut marcher sur ses deux jambes, ce sera avec pour jambe droite l'économie de marché et pour jambe gauche la démocratie (qu'en un temps certains qualifiaient de "bourgeoise").

Mais paradoxalement, cette réalité renforce encore, s'il en était besoin, l'intérêt de la proposition d'A. Valette. Ainsi, si les sociétés africaines doivent être affectées dans leurs fondements profonds, il convient de relever l'inanité d'une approche strictement économique. Les approches anthropologiques, sociologiques ou politiques sont particulièrement pertinentes pour analyser les modes de diffusion et d'adaptation des mesures macro-économiques au niveau du comportement des agents. La fascination des adeptes de l'équilibre général pour la "beauté" du mécanisme des prix régulateurs de l'économie de marché, leur a sans doute fait oublier un peu vite que les acteurs réels des PED n'agissaient pas nécessairement suivant les règles lisses et uniformes de l'optimisateur utilitariste. C'est d'ailleurs dans le champ de ces disciplines que l'on peut trouver les principaux facteurs de blocage aux PAS, comme l'ont montré divers travaux récents (11). On peut peut-être trouver dans cette interprétation une des raisons de la mobilisation de chercheurs non économistes pour le projet de recherche sur l'ajustement (12).

B2) La macro-économie impossible ?

Il me semble cependant que la formulation actuelle du programme sur l'ajustement structurel devrait être quelque peu élargie. Dans son premier texte A. Valette fixait comme objectif central l'amélioration de "nos connaissances sur la façon dont les acteurs sociaux, politiques,

10) Op.cit., p. 12.

11) A titre d'exemple, on peut citer : du point de vue de l'anthropologie économique F.R. Mahieu, A. Odunfa, "Réseau d'entraide sociale en Afrique : un ordre lexicographique", miméo, Abidjan, 1990 ; pour la sociologie, Van de Walle, "The Politics of non Reform in Cameroon", mimeo, 1989 ; et dans une perspective plus politologique B. Contamin et A.Y. Fauré, "La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire : l'histoire d'un ajustement interne", Paris, Karthala-ORSTOM, 1990, 369 p.

12) Voir la liste des chercheurs présents à la séance du 3 décembre intéressés par le thème dans Chroniques du SUD n° 4.

économiques, gèrent, à leur mesure, les conséquences de ces orientations nouvelles" (les PAS). N'y a-t-il pas dans l'expression de ce point de vue une certaine forme de démission? Les chercheurs de l'ORSTOM, et en particulier les économistes, sont-ils condamnés à se placer toujours en dehors et en aval des forums où s'élaborent les modèles de développement? J'éprouve un certain malaise devant cette division fonctionnelle du travail, où certains économistes (notamment dans l'enceinte des organismes multilatéraux) proposeraient des stratégies de développement, tandis que les chercheurs de l'ORSTOM se contenteraient d'en analyser les conséquences, en bout de chaîne.

Ce statut de "censeur en dernier ressort" est sûrement moralement remarquable, mais n'est-il pas aussi scientifiquement confortable? Il n'y a pas si longtemps, il était possible de se cantonner dans une position strictement critique, et de s'abriter implicitement ou explicitement derrière le parapluie des modèles "sociétaux" alternatifs (réels ou théoriques) qui animaient les débats. Mais ceux-ci sont aujourd'hui largement déconsidérés. Même si la "fin de l'histoire" est encore loin malgré ce qu'on a pu affirmer (la guerre du golfe et le réveil des nationalités sont là pour nous le prouver), il n'existe plus de stratégies alternatives de développement.

Si le marché doit faire la loi, quelle attitude adoptée vis à vis des PAS? L'objectif de ceux-ci est-il le bon pour relever le défi du développement, ou sont-ce ses modalités d'application qui sont inadaptées? La prise en compte de leurs effets réels sur la dynamique des sociétés du tiers-monde permettrait-elle de corriger à la marge ?

S'il est clair que la mise en lumière des effets réels des politiques économiques sur certains acteurs sociaux trop souvent sacrifiés sur l'autel de présupposés théoriques inadaptés est justifiée, une telle démarche mérite d'aller plus loin. On a dit que l'analyse des comportements était la force et la vocation de l'ORSTOM en sciences sociales (13). Mais doit-on se contenter de dresser le procès verbal des modifications observées sur le comportement des acteurs à chaque fois qu'un facteur conçu comme exogène (les PAS par exemple) vient bouleverser la donne antérieure? N'y aurait-il pas justement une carte à jouer en tentant d'intégrer ces nouveaux comportements dans l'élaboration de nouveaux modèles de développement ?

Je prendrai ma propre expérience sur le secteur informel pour montrer les carences d'une approche de terrain ne cherchant jamais à tirer les conséquences macro-économiques des ses résultats. Si les enquêtes à ce jour réalisées permettent de se faire une idée relativement claire des caractéristiques descriptives et statiques du secteur informel, elles restent muettes quant à sa dynamique réelle. On connaît la composition de

13) Voir l'éditorial de P. Couty dans Chroniques du SUD n° 4, p. 5.

l'emploi et des qualifications, la distribution des revenus, ou la structure et le montant de la production du secteur informel. Par contre, les enquêtes laissent sans réponse la plupart des questions essentielles : quel est le mécanisme de formation des prix dans le secteur informel ? L'activité du secteur informel dépend-t-elle du secteur moderne, ou suit-elle un cycle économique indépendant ? Quel est l'impact du crédit (formel et informel) sur l'activité du secteur informel ? Quelles sont les conséquences d'une politique d'investissement public sur la croissance du secteur informel et la distribution des revenus ?

D'une manière générale, c'est toute l'analyse macro-économique qui se trouve biaisée par la méconnaissance de l'articulation entre le secteur informel et le reste de l'économie. Cette restriction est d'autant plus grave que les grands bailleurs de fonds internationaux fondent des espoirs peut-être totalement erronés sur les perspectives de diffusion de la croissance à partir du secteur informel. Dans ces conditions, il apparaît clairement que le cadre d'analyse macro, s'appuyant sur les travaux de terrain, pourrait permettre de répondre à nos questions.

D'ailleurs ne peut-on justement interpréter l'expérience réussie de J.Charmes dans le domaine de la mesure quantitative du secteur informel par la capacité à intégrer un certain nombre de résultats obtenus sur le terrain par des monographies, dans la mise en oeuvre de procédures d'enquêtes de portée générale? Cette même démarche est la clef d'une véritable compréhension du secteur informel, dans une perspective macro-économique cette fois.

Ce problème d'identité de l'économie à l'ORSTOM (notamment de la macro-économie) et de sa coexistence avec les autres sciences sociales n'est pas nouveau. Il remonte au moins au début des années 60. Un des derniers épisodes de ce feuilleton s'est traduit par la démission d'un des nôtres il y a six mois environ. A cette occasion il a présenté un texte qui a été débattu au cours de la journée des économistes de septembre (14). Sans partager toutes les vues de l'auteur (en particulier son choix final), il me semble qu'il soulevait un certain nombre de questions pertinentes.

Je crains que tel qu'il est formulé actuellement, le projet d'A. Valette n'y réponde pas de manière satisfaisante. En définissant trois axes de recherche (-emplois et revenus, -modification des règles du jeu économique, -institution et société civile), et surtout en rejetant l'approche traditionnelle (qu'A. Valette classe en trois catégories : approche doctrinale,

14) Lenseigne F., "Lettre à la sous-commission scientifique économie politique", septembre 1990, 6 p. A propos, n'avait-il pas été convenu qu'il serait publié avec les actes de la séance ?

approche techniciste, et approche environnementale), le programme risqué (paradoxalement) d'interdire à l'économie de pouvoir se déployer librement.

Tout en revendiquant l'impératif pluridisciplinaire, particulièrement pertinent dans le cadre de l'ajustement structurel, les économistes doivent avoir la possibilité de développer tous les instruments d'analyse de leur propre discipline. En particulier, l'approche macro qui est loin d'avoir été totalement explorée, ne doit pas être la chasse gardée des économistes non orstomiens. Ce point de vue ne doit pas être mis à l'écart, sous prétexte que l'ORSTOM n'y excelle pas aujourd'hui. Pour reprendre l'analogie des **avantages comparatifs** qu'invoque A. Valette (15), je rappellerai que ceux-ci se construisent. Ils ne sont pas acquis une fois pour toute, mais bien **dynamiques**.

L'ORSTOM s'est doté avec DIAL d'une cellule d'analyse macro, et c'est tant mieux. Mais il faut non seulement lui laisser un espace pour exister, mais aussi l'intégrer dans un questionnement commun, tel qu'il se met en place avec A S et S A. Il faut que l'ORSTOM ait droit de cité dans les forums où se discute de la politique économique des pays où il intervient, dans les débats où l'on parle du développement. Aujourd'hui l'ORSTOM est peut être le seul lieu au monde où la macro-économie peut être directement enrichie par l'anthropologie (pour ne citer qu'elle), et réciproquement.

A trop vouloir pratiquer la politique de l'autruche, les économistes de l'ORSTOM risquent de "perdre leur âme". Mais aussi ils risquent une reprise en main imposée d'en haut, comme celle à laquelle on assiste actuellement à l'INRA. La nouvelle politique de recrutement à tous les niveaux marginalise la "vieille garde" au profit d'une nouvelle caste d'économistes plus proche des canons anglo-saxons (et par la force des choses, mondiale) en vigueur.

B3) Le mythe de la verrue ou le malentendu.

Si l'on admet le principe d'un mouvement d'aller-retour entre une macro-économie qui se nourrirait et intégrerait les analyses comportementales tirées d'un véritable travail de terrain, et d'autres disciplines interpellant cette macro-économie et puisant en elle des éléments d'interprétation pour ses propres problèmes, n'a-t-on pas en main les

15) Voir A. Valette, op. cit., p. 126. J. Charmes dans sa prospective de l'Economie Politique invoquait lui aussi cet argument : "L'ORSTOM ne peut envisager de s'affirmer dans la communauté des économistes de l'Université ou des autres institutions en occupant le même terrain : le retard est trop grand et cela n'a sans doute guère d'intérêt".

éléments d'un véritable dépassement disciplinaire (16)? C'est à ce prix que DIAL pourra trouver un statut adéquat dans la structure orstomienne, et ne plus être perçu comme une verrue qu'au mieux on laisse vivre (pour voir), ou au pire qu'il faut extirper au plus vite.

Cette forme de collaboration devra passer sur le corps d'un certain nombre de mythes qui ont la vie dure, en particulier quant au statut de la macro-économie et des macro-économistes. Il faudra sûrement abandonner la mentalité obsidionale qui caractérise l'identité de l'ORSTOM en sciences sociales. Le peuple orstomien, composante assiégée du peuple des chercheurs (surtout en économie), résiste à la pression extérieure en véhiculant un lot de clichés digne du café du commerce. Je suis fatigué (trop même!) d'avoir à traîner derrière moi (ou plutôt derrière ma discipline) une kyrielle de casseroles assourdissantes, rentrant dans les typologies binaires d'un autre âge.

Non le macro-économiste n'est pas par définition "l'ennemi de classe", le technocrate nécessairement complaisant vis à vis du pouvoir en place et aussi oublieux des réalités que l'économiste universitaire en est à l'écoute, libre, objectif et indépendant. Un autre procès auquel il nous faut répondre est celui du chercheur "en chambre", pour reprendre l'expression employée dans le dernier rapport de la sous-commission d'économie politique (17), hantant les couloirs des ministères. Soigneusement calfeutré dans son bureau capitonné, ce rond de cuir en peignoir de soie confortablement installé entre son micro-ordinateur et sa secrétaire engrange tous les bénéfices de la recherche si durement obtenus par ceux qui "turbinent" sur le terrain, le vrai. Pour fonder ses analyses, il n'aurait d'autre alternative que d'inventer de toutes pièces des hypothèses absurdes sur le comportement des acteurs ou de récupérer indûment ce que d'autres, loin des fastes, ont laborieusement extrait de l'immense complexité du social.

Ce changement d'attitude est le prix à payer pour réussir la greffe de DIAL sur le tronc commun orstomien. Au cours de la réunion de septembre de l'UR 5B, j'ai effectué un petit sondage informel sur les chances pour DIAL de réussir son intégration à l'ORSTOM. J'ai obtenu un score brejnevien (bienveillant il faut le reconnaître) de réponses négatives à faire pâlir de jalousie G. Bush au sortir de la guerre du golfe. Prenons garde de ne pas transformer cet état d'esprit en pures prophéties autoréalisatrices.

16) On trouvera en annexe (voir pp. 207-210) une présentation du programme de travail de DIAL par G. de Monchy. Ce texte montre le type de questions que le macro-économiste peut soumettre à d'autres disciplines.

17) Charmes J., "Prospective de l'Economie Politique", Commission Scientifique de Sciences Sociales, Sous-Commission 62, 1990, p. 10.

Le dialogue doit donc être à double sens, pour qu'enfin une macro-économie soit possible à l'ORSTOM. Les macro-économistes doivent avoir le droit de s'interroger sur les effets potentiels d'une dévaluation dans la zone-franc, sans avoir l'impression de "trahir".

Reprenons un instant l'exemple du Cameroun sur lequel DIAL travaille actuellement pour établir les perspectives de croissance à moyen terme du pays, tandis qu'une autre équipe de l'ORSTOM a mis en place un dispositif d'observatoires régionaux, dans le cadre du projet OCISCA. En 1989/1990 les prix aux producteurs des principales spéculations (cacao, café, coton) ont été divisés par deux, pour répondre à la dégradation des soldes extérieurs et publics. Sommes-nous en droit d'attendre de ceux qui se penchent sur le comportement effectif des planteurs face à ce type de changement des éléments de réponse sur les stratégies de reconversion des ménages ? Les volumes produits vont-ils s'effondrer suite à la baisse des prix, les planteurs se repliant sur les produits vivriers et l'économie de subsistance ? Ou la production va-t-elle se maintenir compte tenu de la nécessité de s'assurer un revenu monétaire minimal qu'il serait impossible de se procurer dans d'autres secteurs ? Doit-on s'attendre à une migration massive vers les villes, ou va-t-on assister à l'explosion d'un secteur informel rural non agricole, de la pluriactivité, de l'intensification du recours à la main-d'oeuvre familiale ? Les macro-économistes assis sur leurs modèles n'ont aucune chance de pouvoir répondre sérieusement à ces questions; mais il s'agit d'autant de questions qu'ils se posent sincèrement. En sens inverse, l'approche directe des ménages constatant la prolifération du commerce trans-frontalier et l'effet désastreux pour la base industrielle du pays de la concurrence de produits nigériens meilleurs marché est en droit d'attendre des macro-économistes des éclaircissements sur les conséquences de la politique de change du Nigéria et sur les façons d'y remédier du côté camerounais.

La sensibilité des producteurs (et des consommateurs) aux prix, voilà une vieille antienne transformée en un nouveau chantier, dans la mesure où les PAS cherchent à donner la part belle aux mécanismes de prix, dans le cadre de l'économie de marché.

Il est symptomatique de constater qu'en général, les questionnements directs vont des macro-économistes vers les micro-économistes, des économistes vers les anthropologues ou les sociologues, sans que le mouvement inverse soit aussi fréquent. Même si ces derniers utilisent largement les résultats des économistes pour "cadrer" leurs analyses, ou y trouver des facteurs explicatifs aux questions qu'ils se posent. Cette direction univoque des échanges, associée à l'image "impérialiste" que les autres sciences sociales ont de l'économie, est sans doute à l'origine de

l'échec de la tentative qui date des années 70 à l'ORSTOM pour créer une équipe centrale et, par là, transformer les recherches monographiques en un produit plus synthétique (18).

Il ne s'agit pas seulement d'affirmer la légitimité pour les sociologues ou des anthropologues d'interpeller les économistes, mais de faire en sorte que chaque champ disciplinaire ne se contente pas d'aller piocher quelques conclusions dans la littérature de l'autre, chaque champ restant essentiellement cloisonné. Il faudrait tenter de construire en partie un objet commun, dans le cadre d'une problématique inter-active; donc pour reprendre la terminologie de P. Couty, d'essayer de passer de la multi-disciplinarité à l'inter-disciplinarité, et de cette dernière à la trans-disciplinarité (19).

Sans sombrer dans l'oecuménisme béat, on peut espérer, qu'au moins à la marge, ou sur des sujets ponctuels tels que ces fameuses OSM, un enrichissement dynamique est possible. Dans cette optique, les vraies questions vont se poser. Par exemple, comment intégrer des observations partielles, au niveau micro, dans un cadre macro ? Et on est loin de pouvoir pronostiquer le succès d'une telle opération. Mais au moins aura-t-elle le mérite d'une pratique réelle.

Le projet "**ajustement structurel et stratégies alternatives**" pourrait être l'occasion de dissiper cette image négative à laquelle DIAL est associé, d'amorcer une collaboration où l'ORSTOM pourrait enfin mettre en valeur son indéniable originalité. Plutôt que d'attendre l'hypothétique venue sur terre du messie qui capitaliserait et synthétiserait la fabuleuse expérience de terrain patiemment accumulée depuis 40 ans, cette grande oeuvre qui rendrait à l'ORSTOM la place qui lui revient de droit au sein de la communauté scientifique, tentons de faire marcher ensemble les forces vives, qui aujourd'hui partagent un certain nombre d'interrogations communes. Oublions un instant ce millénarisme fondateur pour passer à l'action.

Prions le ciel pour que nous puissions nous asseoir à la même table sous le toit de la bonne maison commune orstomienne, sans que chacun doive s'assurer de pouvoir presser à tout moment le bouton de son siège éjectable.

18) Charmes J., op. cit., p. 2.

19) Couty P., "Sciences sociales et recherche multidisciplinaire à l'ORSTOM", miméo, Paris, Juin 1990, 45 p.